

MARCHE DE TRAVAUX

Institut d'Etudes Politiques
25 rue Gaston de Saporta
13 625 AIX EN PROVENCE Cedex 1

MARCHE A PROCEDURE ADAPTEE

OBJET DE LA CONSULTATION

**DEPLOIEMENT D'UNE INFRASTRUCTURE DE SECURISATION DU SITE
ESPACE PHILIPPE SEGUIN
OP2I-SECURISATION_EPS**

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

SOMMAIRE

ARTICLE 1 : DISPOSITIONS GENERALES RELATIVES A L'ACHETEUR	4
1.1 – ACHETEUR	4
1.2 – REPRESENTANT DU MAITRE D'OUVRAGE DANS L'EXECUTION DES TRAVAUX	4
1.3 – RENSEIGNEMENTS D'ORDRE ADMINISTRATIF	4
ARTICLE 2 : DISPOSITIONS GENERALES RELATIVES AU MARCHE	4
2.1 – OBJET DE LA CONSULTATION	4
2.2 – INTERVENANTS	4
2.3 – FORME DU MARCHE ET MONTANT	5
2.4 – ALLOTISSEMENT	5
2.5 – TRANCHES FERME ET OPTIONNELLES	5
2.5 – VARIANTES	5
2.6 – DUREE ET DELAIS D'EXECUTION	5
2.7 – LIEUX D'EXECUTION DES PRESTATIONS	5
ARTICLE 3 : PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE	6
3.1 – PIECES DU MARCHE	6
3.2 – REFERENCES	6
ARTICLE 4 : CONDITIONS PARTICULIERES D'EXECUTION	7
4.1 – NOTIFICATIONS ET COMMUNICATIONS	7
4.2 – REPRESENTATION DU TITULAIRE	7
4.3 – ORDRES DE SERVICES	7
4.4 – REUNIONS	8
4.5 – INTERVENTIONS SUR LES INSTALLATIONS	8
ARTICLE 5 : PRIX DU MARCHE	8
5.1 – CONTENU DES PRIX	8
5.2 – FORME DES PRIX	8
5.3 – VARIATION DES PRIX	8
5.4 – APPLICATION DE LA TAXE A LA VALEUR AJOUTEE (T.V.A.)	9
5.5 – AVANCES	9
5.6 – RETENUE DE GARANTIE	9
ARTICLE 6 - MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES	9
6.1 – DEMANDES DE PAIEMENT MENSUELS ET ACOMPTES MENSUELS	9
6.2 – DEMANDE DE PAIEMENT FINALE	9
6.3 – DECOMPTE GENERAL – SOLDE	10
6.4 – REGLEMENT DU PRIX DES PRESTATIONS SUPPLEMENTAIRES OU MODIFICATIVES	11
6.5 – MODALITES DE TRANSMISSION	11
6.6 – INTERETS MORATOIRES	11
6.7 – REMUNERATION ET PAIEMENT DES COTRAITANTS	12
6.8 – REMUNERATION ET PAIEMENT DES SOUS-TRAITANTS	12

ARTICLE 7 : RECEPTION	12
7.1 - RECEPTION DES OUVRAGES	12
7.2 – RECEPTIONS PARTIELLES	12
7.3 - MISE A DISPOSITION DE CERTAINS OUVRAGES OU PARTIES D'OUVRAGES	12
ARTICLE 8 : GARANTIE	12
8.1 - GARANTIE ET PROLONGATION DE GARANTIE	12
8.2 - PROLONGATION DE LA GARANTIE	12
ARTICLE 9 : PENALITES	12
9.1 – PENALITES DE RETARD RELATIVES AUX DELAIS D'EXECUTION	12
9.2 - PENALITE DE RETARD POUR LA REMISE DE DOCUMENTS PENDANT LA PERIODE DE PREPARATION ET L'EXECUTION	13
9.3 - PENALITE EN CAS DE RETARD AUX RENDEZ-VOUS DE CHANTIER	13
9.4 - PENALITE EN CAS D'ABSENCE AUX RENDEZ-VOUS DE CHANTIER	13
9.5 - PENALITE EN CAS D'INFRACTION AUX REGLES D'HYGIENE ET DE SECURITE	13
9.6 - PENALITE EN CAS DE RETARD DANS LA REMISE D'ECHANTILLON ET/OU DE DOCUMENTS TECHNIQUES PENDANT LA DUREE DU MARCHE	13
9.7 – PENALITES EN CAS DE NON REPLIEMENT DES INSTALLATIONS DE CHANTIER	13
ARTICLE 10 : OBLIGATIONS	13
10.1 - OBLIGATIONS PARTICULIERES DU TITULAIRE	13
10.2- OBLIGATIONS PARTICULIERES DU MAITRE D'OUVRAGE	13
10.3 - RESPONSABILITE DU TITULAIRE	14
10.4 - OBLIGATION DE DISCRETION	14
10.5 - PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE, DES CONDITIONS DE TRAVAIL ET DE L'ENVIRONNEMENT	14
10.6 - REGULARITE DE LA SITUATION FISCALE ET SOCIALE	15
ARTICLE 11 : DONNEES PERSONNELLES (RGPD)	15
ARTICLE 12 : RESILIATION	16
ARTICLE 13 : ASSURANCES	16
ARTICLE 14 : DROIT ET LANGUE	17
ARTICLE 15 : DEROGATIONS AU CCAG TRAVAUX	17

ARTICLE 1 : DISPOSITIONS GÉNÉRALES RELATIVES A L'ACHETEUR**1.1 – Acheteur****Institut d'Etudes Politiques****25 rue Gaston de Saporta****13 625 AIX-EN-PROVENCE Cedex 1**

Représenté par son administrateur provisoire, Monsieur Franck BIGLIONE

L'Acheteur est dénommé « maître d'ouvrage » dans le présent CCAP.**1.2 – Représentant du maître d'ouvrage dans l'exécution des travaux**

Durant l'exécution du marché, le maître d'ouvrage est représenté par le directeur du patrimoine immobilier et de la logistique (DPIL) dont les coordonnées sont les suivantes :

Monsieur Hugues MERI

Mèl : hugues.meri@sciencespo-aix.frIl est dénommé « représentant du maître d'ouvrage » dans le présent CCAP.**1.3 – Renseignements d'ordre administratif**Tout renseignement **d'ordre administratif** durant l'exécution du marché peut être obtenu par mail à l'adresse marches.publics@sciencespo-aix.fr**ARTICLE 2 : DISPOSITIONS GENERALES RELATIVES AU MARCHÉ****2.1 - Objet de la consultation**

Le présent marché concerne les travaux destinés à la modernisation et la construction des infrastructures de sécurité des bâtiments visant à renforcer la protection électronique des installations, en matière de contrôle d'accès, de vidéoprotection et de sonorisation PPMS du site « Espace Philippe Seguin » de l'Institut d'Etudes Politiques.

Dans le présent CCAP, le terme général « le Titulaire » au singulier est employé pour désigner l'entreprise titulaire du lot unique « Sécurisation ».

2.2 – IntervenantsMaître d'œuvre

CETAB

Bat D – 61 rue du Professeur Lannelongue

BP 80033 – 33041 Bordeaux cedex

T : 05 57 19 12 00

E : cetab.bx@cetab.fr

SIRET: 322 826 983 00106

La mission de maîtrise d'œuvre comporte les éléments de mission suivants :

PRO	Etude de Projet
ACT	Assistance pour la passation des marchés de travaux
VISA	Visa des études d'exécution
DET	Direction de l'Exécution des marchés de Travaux
AOR	Assistance pour les Opérations de Réception et pendant la période de garantie de parfait achèvement

Coordonnateur des systèmes de sécurité incendie

2LSECURITE

4 rue Marie Louise

Résidence Marie louise – Bâtiment A

13008 MARSEILLE

Représenté par Monsieur Franck ODDONE – Coordonnateur SSI

Tel : 06 01 85 54 74

mail : franck.oddone@gmail.com

Contrôle technique

QUALICONSLT

Agence des Bouches du Rhône

Domaine de l'Escapade

Avenue Paul Julien - Palette

13100 Le Tholonet

Email : aixenprovence.qc@qualiconsult.fr

Missions : L + LE + SEI+ F

2.3 - Forme du marché et montant

Il s'agit d'un marché ordinaire de travaux.

Le montant prévisionnel du marché est estimé à 250 000 € HT

2.4 - Allotissement

Le marché n'est pas alloti.

2.5 – Tranches ferme et optionnelles

Le marché est composé d'une tranche ferme et de 6 tranches optionnelles (art. 2113-4 du Code de la commande publique).

La tranche ferme sera obligatoirement exécutée.

2.6 – Variantes

Les variantes ne sont pas autorisées.

2.7 – Durée et délais d'exécution

2.7.1 – Durée du marché

La date prévisionnelle de début du marché est février 2025 et sa durée d'exécution est fixée à 8 mois hors période de garantie de parfait achèvement comprenant :

- la période de préparation de 3 semaines à compter de l'ordre de service de démarrage de la période de préparation.
- 6 mois de travaux

2.7.2 - Délai d'exécution :

Le délai d'exécution du marché comprend la période de préparation et le délai d'exécution des travaux défini ci-dessus.

Le délai d'exécution des travaux est fixé au sein du délai global d'exécution des travaux et conformément au planning prévisionnel. Ce dernier sera confirmé ou modifié pendant la période de préparation du chantier.

Le délai d'exécution comprend le repliement des installations et la remise en état des lieux.

Un ordre de service précise la date à partir de laquelle démarre :

- la période de préparation;
- le délai d'exécution des travaux.

2.7.3 - Prolongation des délais d'exécution:

En dehors des cas prévus aux articles 18.2.2 et 18.2.3 du CCAG TRAVAUX, la prolongation du délai d'exécution ne peut résulter que d'un avenant.

2.8 - Lieux d'exécution des prestations

Les prestations, objet du marché, seront exécutées sur le site du maître d'ouvrage :

IEP – Espace Philippe Seguin

31 avenue Jean Dalmas
Aix en Provence.

ARTICLE 3 : PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

3.1 - Pièces du marché

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG TRAVAUX, les pièces du marché sont par ordre de priorité les suivantes :

1. L'Acte d'engagement (ATTRI1),
2. Le Présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.), dont l'exemplaire original conservé dans les archives du maître d'ouvrage fait seul foi,
3. Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.) du lot unique « Sécurisation » et ses éventuelles annexes, dont l'exemplaire original conservé dans les archives du maître d'ouvrage fait seul foi
4. Le Cahier des Clauses Administratives Générales (C.C.A.G. – TRAVAUX) du 30 mars 2021.
5. L'ensemble des pièces graphiques de la maîtrise d'œuvre
6. Le calendrier d'exécution
7. L'offre technique détaillée, comprenant le mémoire technique ainsi que les fiches techniques
8. Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuelles actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché
9. Les décompositions du prix global et forfaitaire (DGPf) sous réserve de la mention ci-dessous.

Les DGPf ne seront considérées comme documents contractuels que pour la détermination des prix unitaires servant au règlement des situations mensuelles d'acomptes et des travaux supplémentaires régulièrement commandés par le maître d'ouvrage. Elles ne pourront donc pas servir à donner quelque indication contractuelle que ce soit sur les quantités ou sur la nature d'ouvrages et de fournitures à exécuter par l'attributaire du marché.

En cas de contradiction ou de différence entre les pièces constitutives du marché, ces pièces prévalent dans l'ordre où elles sont énumérées ci-dessus.

Toutefois, il est précisé que :

- Toute indication qui figurerait sur les pièces graphiques mais ne serait pas écrite dans le devis descriptif, a la même valeur que si les indications étaient portées à la fois sur les pièces écrites et sur les pièces graphiques.
 - En cas de contradiction entre des pièces graphiques de même rang, le Titulaire exécute, comme étant prévu dans son prix forfaitaire, la solution la plus avantageuse pour le maître d'ouvrage ou présentant la meilleure qualité. Le choix est fait par le Représentant du maître d'ouvrage.
 - Les documents écrits et graphiques constituant le dossier de consultation des entreprises ont pour objet de renseigner les concurrents sur la nature des travaux à effectuer, leurs quantités, leurs dimensions et leurs emplacements. Ces documents ne sont remis qu'à titre indicatif et n'ont pas un caractère limitatif, ni celui de documents d'exécution.
 - Dans le cadre de l'ensemble de l'opération, le Titulaire doit exécuter, comme étant prévu dans son prix, sans réserve, tous les travaux de sa profession nécessaires et indispensables pour l'achèvement complet de son marché, selon les règles de l'art, les normes, décrets et textes en vigueur, de manière à livrer un ouvrage fonctionnel et à permettre son utilisation satisfaisante.
- En conséquence, le Titulaire ne peut pas arguer que des erreurs ou omissions dans les plans et devis puissent le dispenser d'exécuter tous les travaux nécessaires ou fassent l'objet d'une demande de supplément de prix.
- Le mémoire technique remis par le Titulaire du marché au cours de la consultation ne peut, en aucun cas, changer la nature ou la qualité des prestations définies dans les autres pièces contractuelles.

3.2 - Références

Les documents applicables sont ceux en vigueur au premier jour du mois de la date limite de remise des offres. En particulier, sont pris en considération :

- A. Le Code de la commande publique,
- B. Le CCAG TRAVAUX du 30 mars 2021 sauf dérogation(s) prévue(s) dans les documents du marché

C. L'ensemble des lois, décrets, arrêtés, règlements, circulaires, et tous les textes administratifs nationaux ou locaux applicables dans le cadre de l'exécution du présent contrat pour autant qu'ils soient d'ordre public, ou qu'ils suppléent au silence des autres pièces contractuelles.

D. Les normes professionnelles applicables à la date de notification du présent marché.

Ces documents, non joints au marché, constituent des règles de droit et sont supposés connus du Titulaire du marché qui reconnaît expressément leur caractère contractuel; celui-ci ne pourra se prévaloir de leur méconnaissance pour s'exonérer de ses engagements.

ARTICLE 4 : CONDITIONS PARTICULIERES D'EXECUTION

Les prestations devront être conformes aux stipulations du marché. Les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du contrat.

4.1 - Notifications et communications

Les décisions ou communications qui doivent faire courir un délai sont notifiées :

- Soit directement au Titulaire, ou à son représentant, contre récépissé,
- Soit par échanges dématérialisés ou sur supports électroniques
- Soit par tout autre moyen permettant d'attester la date et l'heure de réception de la décision ou de l'information.

En cas de groupement, la notification se fait au mandataire pour l'ensemble du groupement.

4.2 – Représentation du Titulaire

Dès la notification du marché, le Titulaire désigne une personne physique, habilitée à le représenter pour les besoins de l'exécution du marché. D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par le Titulaire en cours d'exécution du marché et après accord du maître d'œuvre.

Ce ou ces représentants sont réputés disposer des pouvoirs suffisants pour prendre, dès notification de leur nom au représentant du maître d'ouvrage dans les délais requis ou impartis par le marché, les décisions nécessaires engageant le Titulaire.

Le Titulaire est tenu de notifier sans délai au représentant du maître d'ouvrage les modifications survenant au cours de l'exécution du marché et qui se rapportent:

- aux personnes ayant le pouvoir de l'engager;
- à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité;
- à sa raison sociale ou à sa dénomination;
- à son adresse ou à son siège social;
- aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement, et, de façon générale, à toutes les modifications importantes de fonctionnement de l'entreprise pouvant influencer sur le déroulement du marché.

4.3 – Ordres de services

Les ordres de service sont écrits ; ils sont signés par le maître d'œuvre, datés et numérotés. Le Titulaire en accuse réception datée.

Les ordres de service émis par le maître d'œuvre entraînant une modification des conditions d'exécution du marché, notamment en termes de délais d'exécution, de durée et de montants, font l'objet d'une validation préalable par le maître d'ouvrage ou son représentant.

Par dérogation à l'article 3.8.2 du CCAG TRAVAUX, lorsque le Titulaire estime que les prescriptions d'un ordre de service appellent des réserves de sa part, il doit, sous peine de forclusion, les notifier au maître d'œuvre et au maître d'ouvrage, **dans un délai de cinq jours**.

Le Titulaire se conforme strictement aux ordres de service qui lui sont notifiés, que ceux-ci aient ou non fait l'objet de réserves de sa part, à l'exception des seuls cas que prévoit le CCAG Travaux.

Les ordres de service relatifs à des prestations sous-traitées sont adressés au Titulaire, qui a seul qualité pour présenter des réserves.

En cas de groupement, les ordres de service sont adressés au mandataire, qui a seul qualité pour présenter des réserves.

4.4 - Réunions

Dès la notification, une réunion de lancement du marché sera organisée avec le représentant du maître d'ouvrage et le Titulaire, afin d'ajuster la liste des contacts pour chacune des parties, et plus généralement toutes les informations disponibles pour la réalisation des prestations. Les consignes particulières d'exécution, dans l'Établissement, en matière de sécurité et d'accès aux locaux lui seront si possible remises lors de cette réunion de lancement.

Des réunions d'exécution du marché seront programmées conformément aux prescriptions du CCTP.

Les Titulaires ne pourront refuser de participer à ces réunions sous peine de pénalités.

En cas de groupement, l'obligation définie à l'alinéa qui précède s'applique à tous ses membres.

4.5 - Interventions sur les installations

Le maître d'ouvrage s'engage à :

- Laisser au Titulaire le libre accès aux locaux et équipements et ce, autant que nécessaire, pour la bonne exécution des prestations,
- Ne pas intervenir, par lui-même ou au travers de tiers désignés par lui, sur les installations sans l'accord du Titulaire, sauf pour ce qui concerne les opérations normales d'exploitation ou en cas de carence manifeste du Titulaire.

Pendant leur séjour dans les locaux du maître d'ouvrage, les préposés du Titulaire sont assujettis aux règles d'accès et de sécurité établies par celui-ci.

Le Titulaire est tenu au secret professionnel et s'interdit de divulguer les informations dont il peut avoir connaissance à l'occasion de son intervention pour le maître d'ouvrage.

ARTICLE 5 : PRIX DU MARCHÉ

5.1 - Contenu des prix

Les prix s'expriment en euros (€).

Ils sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des travaux, et assurer au Titulaire une marge pour risques et bénéfice.

Les prix sont réputés tenir compte également, des frais généraux, impôts et taxes ainsi que de toutes les sujétions d'exécution des travaux qui sont normalement prévisibles dans les conditions de temps et de lieu où s'exécutent ces travaux, que ces sujétions résultent notamment :

- de l'utilisation du domaine public et du fonctionnement des services publics ;
- de phénomènes naturels ;
- de la présence de canalisations, conduites et câbles de toute nature, ainsi que des chantiers nécessaires au déplacement ou à la transformation de ces installations ;
- des coûts résultant de l'élimination des déchets de chantier ;
- de la réalisation simultanée d'autres ouvrages ;
- des conditions d'accès au site et de stationnement ;
- des spécificités indiquées dans le CCTP du marché.

Les prix sont réputés avoir été établis en considérant qu'aucune prestation n'est à fournir par le maître de l'ouvrage.

En cas de sous-traitance, les prix du marché sont réputés couvrir les frais de coordination et de contrôle, par le Titulaire, de ses sous-traitants ainsi que les conséquences de leurs défaillances éventuelles.

5.2 - Forme des prix

Les prix sont forfaitaires.

5.3 - Variation des prix

Les prix sont réputés fermes.

Ce prix sera actualisé si un délai supérieur à trois mois s'écoule entre la date à laquelle le Titulaire a fixé son prix dans l'offre et la date de début d'exécution des prestations.

L'actualisation se fera aux conditions économiques correspondant à une date antérieure de trois mois à la date de début d'exécution des prestations selon la formule suivante :

$$P = P_0 \times [BT01(m-3)/BT01(m_0)]$$

Dans laquelle :

P : prix actualisé

P₀ : prix initial du marché (janvier 2025)

BT01 (m-3) : valeur de l'index BT01 3 mois avant la date de début des travaux

BT01 (m₀) : valeur de l'index à la date de début des travaux

Le prix de chaque tranche optionnelle est actualisé dans les mêmes conditions.

5.4 - Application de la taxe à la valeur ajoutée (T.V.A.)

Les règlements sont calculés en appliquant le taux de T.V.A. en vigueur au moment de l'exécution des travaux ou des prestations correspondants sauf disposition réglementaire différente.

5.5 - Avances

Le régime de l'avance est déterminé par application des articles R.2191-3 et suivants du Code de la commande publique

Le maître d'ouvrage accorde une avance au Titulaire du marché lorsque le montant initial du marché est supérieur à 50 000 euros hors taxes et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à deux mois.

Le montant de l'avance est fixé à 5% (option B du CCAG TRAVAUX) du montant initial TTC du marché.

L'avance est remboursée dans les conditions prévues aux articles R.2191-11 et R. 2191-12 du Code de la commande publique.

5.6 - Retenue de garantie

Une retenue de garantie est appliquée dans les conditions prévues par les articles R. 2191-32 à R. 2191-35 du Code de la commande publique.

La retenue de garantie peut être remplacée par une garantie à première demande dans les conditions prévues aux articles R. 2191-36 et suivants du Code de la commande publique.

Il ne sera accepté aucune caution personnelle et solidaire.

Lorsque le Titulaire est un groupement conjoint, chaque membre du groupement fournit une garantie correspondant aux prestations qui lui sont confiées. Si le mandataire du groupement conjoint est solidaire de chacun des membres du groupement, la garantie peut être fournie par le mandataire pour la totalité du marché.

ARTICLE 6 - MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES

Le règlement des comptes du marché se fait par acomptes mensuels et un solde établis et réglés comme indiqué dans les articles suivants.

Les projets de décompte seront présentés conformément au modèle qui est remis au Titulaire.

6.1 – Demandes de paiement mensuels et acomptes mensuels

Les comptes sont réglés mensuellement, suivant les dispositions des articles 12.1 et 12.2 du CCAG TRAVAUX.

6.2 - Demande de paiement finale

Après l'achèvement des travaux, le Titulaire établit le projet de décompte final, concurremment avec le projet de décompte mensuel afférent au dernier mois d'exécution des prestations ou à la place de ce dernier.

Ce projet de décompte final est la demande de paiement finale du Titulaire, établissant le montant total des sommes auquel le Titulaire prétend du fait de l'exécution du marché dans son ensemble, son évaluation étant faite en tenant compte des prestations réellement exécutées.

Le projet de décompte final est établi à partir des prix initiaux du marché, comme les projets de décomptes mensuels, et comporte les mêmes parties que ceux-ci, à l'exception des approvisionnements et des avances.

Le Titulaire est lié par les indications figurant au projet de décompte final.

Le Titulaire transmet son projet de décompte final, simultanément au maître d'œuvre et au maître d'ouvrage, par tout moyen permettant de donner une date certaine, **dans un délai de trente jours à compter de** la date de notification de la décision de réception des travaux telle qu'elle est prévue dans le CCAG TRAVAUX.

Le maître d'œuvre accepte ou rectifie le projet de décompte final établi par le Titulaire. Le projet accepté ou rectifié devient alors le décompte final.

En cas de rectification du projet de décompte final, le paiement est effectué sur la base provisoire des sommes admises par le maître d'œuvre.

En cas de retard dans la transmission du projet de décompte final et après mise en demeure restée sans effet, le maître d'œuvre établit d'office le décompte final aux frais du Titulaire.

Ce décompte final est alors notifié au Titulaire avec le décompte général tel que défini à l'article 8.3.

6.3 – Décompte général – Solde

Le maître d'œuvre établit le projet de décompte général, qui comprend :

- le décompte final ;
- l'état du solde, établi à partir du décompte final et du dernier décompte mensuel, dans les mêmes conditions que celles qui sont définies pour les acomptes mensuels ;
- la récapitulation des acomptes mensuels et du solde.

Le montant du projet de décompte général est égal au résultat de cette dernière récapitulation.

Le maître d'œuvre transmet le projet de décompte général au représentant du maître d'ouvrage **dans un délai de 30 jours**.

Le projet de décompte général est signé par le maître d'ouvrage ou son représentant devient alors le décompte général.

Le représentant du maître d'ouvrage notifie au Titulaire le décompte général **à la plus tardive des deux dates ci-après** :

- trente jours à compter de la réception par le maître d'œuvre de la demande de paiement finale transmise par le Titulaire ;
- trente jours à compter de la réception par le représentant du maître d'ouvrage de la demande de paiement finale transmise par le Titulaire.

Si, lors de l'établissement du décompte général, les valeurs finales des index de référence ne sont pas connues, le représentant du maître d'ouvrage notifie au Titulaire la révision de prix afférente au solde dans les dix jours qui suivent leur publication.

La date de cette notification constitue le point de départ du délai de paiement des sommes restant dues après révision définitive des prix.

Lorsque les sommes dues au Titulaire n'ont pas été payées à l'échéance du délai de paiement, celui-ci a droit à des intérêts moratoires dans les conditions prévues par l'article R2192-32 du Code de la commande publique.

Dans un délai de 30 jours compté à partir de la date à laquelle ce décompte général lui a été notifié, le Titulaire envoie au maître d'ouvrage ou son représentant, avec copie au maître d'œuvre, ce décompte revêtu de sa signature, avec ou sans réserve, ou fait connaître les motifs pour lesquels il refuse de le signer.

Si la signature du décompte général est donnée sans réserve par le Titulaire, il devient le décompte général et définitif du marché. La date de sa notification au maître d'ouvrage constitue le départ du délai de paiement.

Ce décompte lie définitivement les parties, sauf en ce qui concerne les montants des intérêts moratoires afférents au solde.

En cas de contestation sur le montant des sommes dues, le maître d'ouvrage règle, **dans un délai de 30 jours à compter de** la date de réception de la notification du décompte général assorti des réserves émises par le Titulaire ou de la date de réception des motifs pour lesquels le Titulaire refuse de signer, les sommes admises dans le décompte final.

Après résolution du désaccord, il procède, le cas échéant, au paiement d'un complément, majoré, s'il y a lieu, des intérêts moratoires, courant à compter de la date de la demande présentée par le Titulaire. Ce désaccord est réglé dans les conditions mentionnées à l'article 55 du CCAG TRAVAUX.

Si les réserves sont partielles, le Titulaire est lié par son acceptation implicite des éléments du décompte général sur lesquels ses réserves ne portent pas.

Dans le cas où le Titulaire n'a pas renvoyé le décompte général signé au maître d'ouvrage ou son représentant du dans le délai de 30 jours, ou encore dans le cas où, l'ayant renvoyé dans ce délai, il n'a pas motivé son refus ou n'a pas exposé en détail les motifs de ses réserves, en précisant le montant de ses réclamations comme indiqué à l'article 55.1 du CCAG travaux, le décompte général notifié par le représentant du maître d'ouvrage est réputé être accepté par lui ; il devient alors le décompte général et définitif du marché.

6.4 - Règlement du prix des prestations supplémentaires ou modificatives

Sont concernées les prestations supplémentaires ou modificatives, dont la réalisation est nécessaire au bon achèvement de l'ouvrage, qui sont notifiées par ordre de service et pour lesquelles le marché n'a pas prévu de prix.

Les modalités de fixation des prix des prestations supplémentaires ou modificatives sont fixées par l'article 13 du CCAG TRAVAUX.

6.5 – Modalités de transmission

La demande de paiement final (projet de décompte final) et le décompte général signé sont adressés par le Titulaire au maître d'ouvrage avec copie maître d'œuvre.

La transmission au maître d'ouvrage est effectuée via le portail Chorus.

Ce portail mis à disposition par l'Etat permet de déposer et suivre le paiement des factures électroniques, il est accessible depuis :

<https://chorus-pro.gouv.fr>

Lorsqu'un de ces documents est transmise en dehors de ce portail, le maître d'ouvrage la rejettera, après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer. Cette solution est gratuite et sécurisée.

La procédure est décrite dans le lien ci-dessous :

<https://www.sciencespo-aix.fr/contenu/espace-fournisseurs/>

Cette mesure est obligatoire pour toutes les entreprises depuis le 1er janvier 2020.

6.6 – Intérêts moratoires

Le délai global de paiement est fixé à 30 jours à compter de la réception de la facture conforme par le maître d'ouvrage.

Le défaut de paiement dans les délais prévus fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du Titulaire ou du sous-traitant payé directement.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de 8 points.

Le retard de paiement donne lieu, de plein droit et sans autre formalité, au versement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement, dont le montant est fixé à 40 €.

6.7 – Rémunération et paiement des cotraitants

Les dispositions des article 10.7 et l'article 12.5 du CCAG TRAVAUX s'appliquent.

6.8 – Rémunération et paiement des sous-traitants

Le maître d'ouvrage rappelle qu'un sous-traitant ne peut commencer à intervenir sur un chantier que sous réserve, d'une part, que le représentant du maître d'ouvrage l'ait accepté et ait agréé ses conditions de paiement et, d'autre part, que ce sous-traitant ait adressé au coordonnateur de sécurité et protection de la santé des travailleurs, un plan particulier de sécurité et de protection de la santé, conformément à l'article L. 4532-9 du Code du travail.

Les prestations exécutées par les sous-traitants ayant droit au paiement direct où dont les conditions de paiement ont été agréées par le maître d'ouvrage, sont payées dans les conditions financières prévues par acte spécial de sous-traitance.

La signature d'une situation ou du projet de décompte par le Titulaire vaut, pour chacun des dits sous-traitants, acceptation du montant d'acompte ou du solde à lui payer directement, déterminé à partir de la partie du projet de décompte afférente à la partie qui lui est assignée.

ARTICLE 7 : RECEPTION

7.1 - Réception des ouvrages

Les stipulations de l'article 40 du CCAG Travaux sont applicables, compte tenu des compléments suivants :

- Par dérogation aux articles 41.1.2 et 41.1.3 du CCAG, dans le cas où le maître d'œuvre ou le maître d'ouvrage n'ont pas fixé la date des opérations préalables à la réception, la réception ne sera pas acquise.
- Les opérations préalables à la réception, les essais et consuels, le nettoyage général, la remise des clés, la formation des utilisateurs, la remise des DOE, les levées de réserves, etc.... s'effectueront conformément aux dispositions du CCTP du lot unique « Sécurisation ».

7.2 – Réceptions partielles

Les dispositions du CCAG TRAVAUX sont seules applicables.

7.3 - Mise à disposition de certains ouvrages ou parties d'ouvrages

Les stipulations du CCAG sont seules applicables.

ARTICLE 8 : GARANTIE

8.1 - Garantie et prolongation de garantie

Les dispositions de l'article 44-1 du CCAG TRAVAUX s'appliquent.

En cas de privation de jouissance durant la période de garantie, le délai de garantie est prolongé du délai de cette privation de jouissance.

8.2 - Prolongation de la garantie

Les dispositions de l'article 44.2 du CCAG TRAVAUX sont applicables.

ARTICLE 9 : PENALITES

Par dérogation à l'article 19.2.1 du CCAG TRAVAUX, le Titulaire n'est exonéré d'aucune prestation.

9.1 – Pénalités de retard relatives aux délais d'exécution

En cas de retard imputable au Titulaire dans l'exécution des travaux, il est appliqué une pénalité journalière de **150 euros** à déduire du montant hors taxes du marché.

Les pénalités sont encourues du simple fait de la constatation du retard par le maître d'œuvre.

Dans le cas de résiliation, les pénalités sont appliquées jusqu'au jour inclus de la notification de la décision de résiliation ou jusqu'au jour d'arrêt de l'exploitation de l'entreprise, si la résiliation résulte d'un des cas prévus à l'article 50.1 du CCAG travaux.

9.2 - Pénalité de retard pour la remise de documents pendant la période de préparation et l'exécution

En cas de retard dans la remise de documents pendant la période de préparation ou pendant l'exécution, il est appliqué une pénalité de **150 euros par jour** à déduire du montant hors taxes du marché. Cette retenue est opérée sur le décompte mensuel et ne nécessite aucune mise en demeure préalable du Titulaire.

9.3 - Pénalité en cas de retard aux rendez-vous de chantier

En cas de retard de plus d'un quart d'heure aux rendez-vous de chantier du Titulaire ou de son représentant, il est appliqué une pénalité de **50 euros** par retard à déduire du montant hors taxes du marché.

Cette retenue est opérée sur le décompte mensuel et ne nécessite aucune mise en demeure préalable du Titulaire.

9.4 - Pénalité en cas d'absence aux rendez-vous de chantier

En cas d'absence du Titulaire ou de son représentant aux rendez-vous de chantier, il est appliqué une pénalité de **500 euros** par absence à déduire du montant hors taxes du marché.

Cette retenue est opérée sur le décompte mensuel et ne nécessite aucune mise en demeure préalable du Titulaire.

9.5 - Pénalité en cas d'infraction aux règles d'hygiène et de sécurité

En cas d'infraction aux règles d'hygiène et de sécurité, il est appliqué une pénalité de **100 euros** par manquement à déduire du montant hors taxes du marché.

Cette retenue est opérée sur le décompte mensuel et ne nécessite aucune mise en demeure préalable du Titulaire.

9.6 - Pénalité en cas de retard dans la remise d'échantillon et/ou de documents techniques pendant la durée du marché

En cas de retard dans la remise d'échantillon et/ou de pièces techniques, il est appliqué une pénalité de **150 euros** par jour à déduire du montant hors taxes du marché.

Cette retenue est opérée sur le décompte mensuel et ne nécessite aucune mise en demeure préalable du Titulaire.

9.7 - Pénalités en cas de non repliement des installations de chantier

En cas de non-exécution, ou de retard d'exécution, des opérations de repliement des installations de chantier et la remise en état des lieux, une pénalité de **500 euros** est appliquée pour non-exécution ou exécution partielle et une pénalité de **100 euros** par jour de retard. Ces deux pénalités ne sont toutefois pas cumulatives.

ARTICLE 10 : OBLIGATIONS

10.1 - Obligations particulières du Titulaire

Le Titulaire s'engage à respecter tous les règlements, circulaires, décrets auxquels il serait assujéti de par ses activités ou l'objet des présentes dispositions.

10.2- Obligations particulières du maître d'ouvrage

Le maître d'ouvrage s'engage à :

- Laisser le libre accès aux locaux et équipements autant que nécessaire à la bonne exécution des prestations du Titulaire,
- Ne pas intervenir, par lui-même ou au travers de tiers qu'il aura désignés, sur les travaux et installations sans l'accord du Titulaire, sauf pour ce qui concerne les opérations normales d'exploitation

10.3 - Responsabilité du Titulaire

Le Titulaire a l'entière responsabilité de ses personnels et des moyens à mettre en œuvre pour exécuter la prestation.

La rémunération, les charges sociales et fiscales correspondantes et les frais inhérents à l'emploi de ce personnel sont à la charge du Titulaire qui a seule compétence pour en assurer la discipline, l'inspection et la direction.

En cas de manquements graves du Titulaire, au regard de la législation sociale, celui-ci pourra être mis en demeure (voie recommandée avec accusé de réception) de faire cesser ces manquements. La lettre restée sans effet sous huitaine, entraînera la rupture du présent marché, sans préavis, le maître d'ouvrage se réservant le droit de demander, par voie judiciaire, des dommages et intérêts compensant le préjudice subi.

10.4 - Obligation de discrétion

Le Titulaire (ou l'un de ses agents) qui, soit avant la notification du marché, soit au cours de son exécution, a reçu communication, à titre confidentiel ou occasionnel, de renseignements ou documents, de données personnelles, est tenu de maintenir confidentielle cette communication. Ces renseignements ou documents ne peuvent sans autorisation être communiqués à d'autres que celles qui ont qualité pour en connaître.

Toute recherche de renseignements sur le personnel ou enregistrement de communication ou de numéros entrants ou sortants sont expressément interdits

En cas de violation par le Titulaire ou un de ses sous-traitants des obligations mentionnées au présent paragraphe, et indépendamment des sanctions pénales éventuellement encourues, le Titulaire s'expose à l'application des mesures de résiliation du marché à ses torts exclusifs.

10.5 - Protection de la main d'œuvre, des conditions de travail et de l'environnement

10.5.1 Protection de la main d'œuvre et des conditions de travail

Les obligations qui s'imposent au Titulaire, ainsi qu'à l'ensemble de ses cotraitants ou sous-traitants, sont celles prévues par les lois et règlement relatifs à la protection de la main d'œuvre et aux conditions de travail du pays où cette main-d'œuvre est employée. Il est également soumis aux huit conventions fondamentales de l'Organisation Internationale du Travail (conventions n°87, 98, 29 et 105, 100 et 111, 138 et 182).

Le maître d'ouvrage se réserve le droit de demander à tout moment au Titulaire la preuve du respect des principes contenus dans ces conventions ; le Titulaire apporte ces preuves par tout moyen significatif, ayant une force probante et facilement vérifiable.

Le Titulaire est réputé connaître et mettre en œuvre les modifications réglementaires relatives à la protection de la main d'œuvre et des conditions de travail. Ces modifications n'ont pas à être constatées par voie d'avenant. Néanmoins, le maître d'ouvrage se réserve la possibilité de demander au Titulaire de justifier l'intégration de ces évolutions réglementaires dans le fonctionnement de ses activités.

10.5.3 Protection de l'environnement

Le Titulaire veille à ce que les prestations qu'il effectue respectent les prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière d'environnement, de sécurité et de santé des personnes, et de préservation du voisinage. Le cas échéant, il respecte les mesures auxquelles il s'est engagé dans son offre technique.

Il doit être en mesure d'en justifier, en cours d'exécution du marché et pendant la période de garantie des prestations, sur simple demande du représentant du maître d'ouvrage.

A cet effet, le Titulaire prend les mesures permettant de maîtriser les éléments susceptibles de porter atteinte à l'environnement, notamment les déchets produits en cours d'exécution du contrat, les émissions de poussières, les fumées, les émanations de produits polluants, le bruit, les impacts sur la faune et sur la flore, la pollution des eaux superficielles et souterraines.

En cas d'évolution de la législation sur la protection de l'environnement en cours d'exécution du marché, les modifications éventuelles, demandées par le représentant du maître d'ouvrage, afin de se conformer aux règles nouvelles donnent lieu à la signature, par les parties au marché, d'un avenant.

10.6 - Régularité de la situation fiscale et sociale

Dans le cadre de la mise en œuvre de l'article D.8222-5 du Code du Travail, le maître d'ouvrage se fait remettre, par le Titulaire, tous les six mois à compter de la date de notification du marché et jusqu'à la fin de son exécution :

Une attestation de fourniture de déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L.243-15 du Code de la Sécurité sociale émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions datant de moins de 6 mois.

Lorsque l'immatriculation du cocontractant au Registre du Commerce et des Sociétés ou au répertoire des métiers est obligatoire ou lorsqu'il s'agit d'une profession réglementée, l'un des documents suivants :

- Une carte d'identification justifiant de l'inscription au répertoire des métiers ;
- Un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et le numéro d'immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés ou au répertoire des métiers ou à une liste ou un tableau d'un ordre professionnel, ou la référence de l'agrément délivré par l'autorité compétente ;
- Un récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises pour les personnes en cours d'inscription.

Le Titulaire établi à l'étranger fournit les pièces équivalentes demandées à l'article D.8222-7 du Code du Travail ; ces pièces doivent être rédigées en langue française ou être accompagnées d'une traduction en langue française, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

Le Titulaire doit adresser au maître d'ouvrage tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents cités ci-dessus.

ARTICLE 11 : DONNEES PERSONNELLES (RGPD)

Le maître d'ouvrage a la qualité de responsable de traitement au sens de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'Informatique, aux fichiers et aux libertés (modifiée par la loi n°2018-493 du 20 juin 2018 et de l'ordonnance n°2018-1125 du 12 décembre 2018) et du Règlement Général de la Protection des Données (RGPD) du Parlement européen et du Conseil lors de sa mise en application le 25 mai 2018, et le titulaire à la qualité de sous-traitant intervenant dans le cadre de la mise en œuvre du traitement pour le compte du maître d'ouvrage.

Au sens de la réglementation française et européenne, est considérée comme une donnée personnelle toute information relative à une personne physique identifiée ou qui peut être identifiée, directement ou indirectement, par référence à un numéro d'identification ou à un ou plusieurs éléments qui lui sont propres.

Les parties conviennent que les données personnelles ne peuvent être traitées que conformément aux finalités qui ont justifié leur communication à l'autre partie.

De manière générale, le titulaire s'engage dans l'exécution de ses prestations à :

- ⇒ Traiter les données uniquement pour la ou les seule(s) finalité(s) qui font/fait l'objet de la sous-traitance qui nous est confiée,
- ⇒ Traiter les données conformément aux instructions que nous avons définies ensemble,
- ⇒ Garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées,
- ⇒ Veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel en vertu du présent contrat :

- S'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité,
 - Reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel, si besoin
- ⇒ Notifier au maître d'ouvrage toute violation de données personnelles dans un délai de 24 heures après en avoir pris connaissance si le Titulaire estime que celle-ci représente un risque pour le maître d'ouvrage,

Déployer les mesures de sécurité techniques et organisationnelles nécessaires pour garantir la bonne sécurité et confidentialité de vos données personnelles.

ARTICLE 12 : RESILIATION

Le maître d'ouvrage peut mettre fin à l'exécution des prestations faisant l'objet du marché avant l'achèvement de celles-ci, soit de son fait ou de celui de son mandataire dans les conditions prévues à l'article 50.2 du CCAG Travaux, soit pour faute du Titulaire dans les conditions prévues à l'article 50.3 de ce même CCAG, soit dans des circonstances particulières mentionnées à son article 50.1.

Le maître d'ouvrage peut également mettre fin, à tout moment, à l'exécution des prestations pour un motif d'intérêt général. Dans ce cas, le titulaire a droit à être indemnisé du préjudice qu'il subit du fait de cette décision, selon les modalités prévues à l'article 50.4. du CCAG Travaux.

La décision de résiliation du marché est notifiée au titulaire. Sous réserve des dispositions particulières mentionnées à l'article 50 du CCAG Travaux, la résiliation prend effet à la date fixée dans la décision de résiliation ou, à défaut, à la date de sa notification.

Le règlement du marché est effectué alors selon les modalités prévues à l'article 8 du présent CCAP, sous réserve des stipulations de l'article 51 du CCAG Travaux.

L'article 50 du CCAG Travaux précise, selon les cas, si le titulaire a droit à être indemnisé du fait de la décision de résiliation.

Par dérogation à l'article 50.3 du CCAG travaux, la résiliation du marché pourra également intervenir dans le cas :

- De carence répétée et de non-respect des clauses contractuelles par le Titulaire en dépit d'une mise en demeure adressée par le maître d'ouvrage afin que ce dernier respecte les termes du marché.
Dans cette situation, le maître d'ouvrage pourra ainsi résilier le marché sans indemnité, après avoir invité le Titulaire à présenter ses observations **dans un délai de quinze jours**.
- D'interruption des prestations du Titulaire sans accord préalable du maître d'ouvrage, celui-ci pourra faire assurer provisoirement, par un tiers et à la charge du Titulaire, le service dû par ce dernier à la condition expresse d'adresser au Titulaire défaillant une mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception.
Si la défaillance du Titulaire se prolongeait pendant plus d'une semaine, le maître d'ouvrage pourra de plein droit, **huit jours après la mise en demeure**, exiger la résiliation pure et simple du marché.
- Si le montant total annuel des pénalités, viendrait à dépasser 25 % des sommes dues par le maître d'ouvrage,
- En cas d'impossibilité de trouver un accord entre le maître d'ouvrage et le Titulaire sur l'élaboration d'un devis, le maître d'ouvrage pourra résilier le marché sans indemnité

En cas de résiliation, le Titulaire est tenu de laisser les équipements en parfait état de fonctionnement et de remettre la documentation technique des matériels mis à jour à la date effective de la résiliation.

ARTICLE 13 : ASSURANCES

En complément il est précisé, qu'à tout moment durant l'exécution du marché, le Titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du maître d'ouvrage et **dans un délai de quinze jours à compter de** la réception de la demande.

Ces éléments s'appliquent de la même manière aux sous-traitants.

ARTICLE 14 : DROIT ET LANGUE

En cas de litige, le droit français est seul applicable. Les tribunaux français sont les seuls compétents. Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, factures ou modes d'emploi doivent être rédigés en français.

Si le Titulaire est établi dans un autre pays de l'Union Européenne sans avoir d'établissement en France, il facturera ses prestations hors T.V.A. et aura droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

La monnaie de compte du marché est la même pour toutes les parties prenantes.

ARTICLE 15 : DÉROGATIONS AU CCAG TRAVAUX

Champs d'application	Articles du C.C.A.P par lesquels sont introduites ces dérogations	Articles du CCAG TRAVAUX
Ordre de priorité	Article 3.1	Article 4.1
Ordres de service	Article 4.3	Article 3.8.2
Pénalités	Article 9	Article 19.2.1
Réception	Article 7.1	Articles 41.1.2 et 41.1.3
Résiliation	Article 12	Articles 50.3